

Parcoursup : un accès aux licences très variable

Les formations « en tension » n'accueillent pas tous les candidats. Un phénomène qui s'est accentué à Paris

Sur Parcoursup, elles sont légion : près de 14 000 licences universitaires sont proposées sur un total de 25 000 formations. Mais, parmi les quelque 900 000 candidats qui vont formuler leurs vœux entre le 19 janvier et le 12 mars sur la plateforme d'affectation dans l'enseignement supérieur, ceux qui viseront une première année à l'université n'auront pas la garantie d'y accéder. Du moins pas partout ni dans toutes les disciplines.

En juillet 2025, à l'issue de la procédure, plus de 103 000 candidats sur 868 000 – pour moitié des néobacheliers, n'avaient reçu aucune proposition d'admission. Dans la foulée, 4 000 d'entre eux avaient saisi la commission d'accès à l'enseignement supérieur de leur académie pour recevoir de l'aide afin de trouver une place à la rentrée.

Comment expliquer un si grand nombre de ratés lors de la transition du lycée vers l'enseignement supérieur, notamment vers les universités qui sont réputées « non sélectives » ? A y regarder de plus près, une palette de situations se présente, et elle est des plus nuancées, comme le montrent les données de la session Parcoursup 2024 compilées pour *Le Monde* par Nagui Bechichi, économiste de l'éducation rattaché à l'Institut des politiques publiques, cofondateur de l'outil en ligne gratuit SupTracker.

Rappelons que les universités reçoivent davantage de dossiers qu'elles n'offrent de places dans certaines licences dites « en tension ». Celles-ci classent donc les candidats en fonction de leurs résultats scolaires, et les taux d'accès varient alors assez nettement en fonction des filières et des établissements.

Concurrence

Ainsi, dans 14 académies, des formations de licence ont accepté 100 % de leurs candidats en 2024. Par exemple en lettres à Besançon et à Clermont-Ferrand. En économie-gestion en Corse. Ou en histoire à Reims et en Guyane. Tous les aspirants aux études de droit ont également pu s'inscrire à Limoges, ainsi qu'en Polynésie et à Mayotte.

En revanche, il a été fort difficile d'intégrer une licence sciences et techniques des activités physiques et sportives (Staps) à Bordeaux (15,3 % d'accès, contre un taux moyen de 39,4 % dans cette filière) ou encore une licence en sciences de la vie à Paris (16,7 %, contre un taux moyen de 70,6 %).

Parce que les lycéens établissent leurs vœux en partie selon la réputation de l'établissement, Par-

A Paris, les licences de sciences de la vie ne reçoivent que 16,9 % des candidats néobacheliers parisiens

coursup a accentué la concurrence entre les universités. Des garde-fous ont été prévus toutefois : dès lors qu'une licence est très demandée, une priorité d'attribution des places au bénéfice des néobacheliers du secteur – jusqu'à 97 %, est définie par le recteur de l'académie.

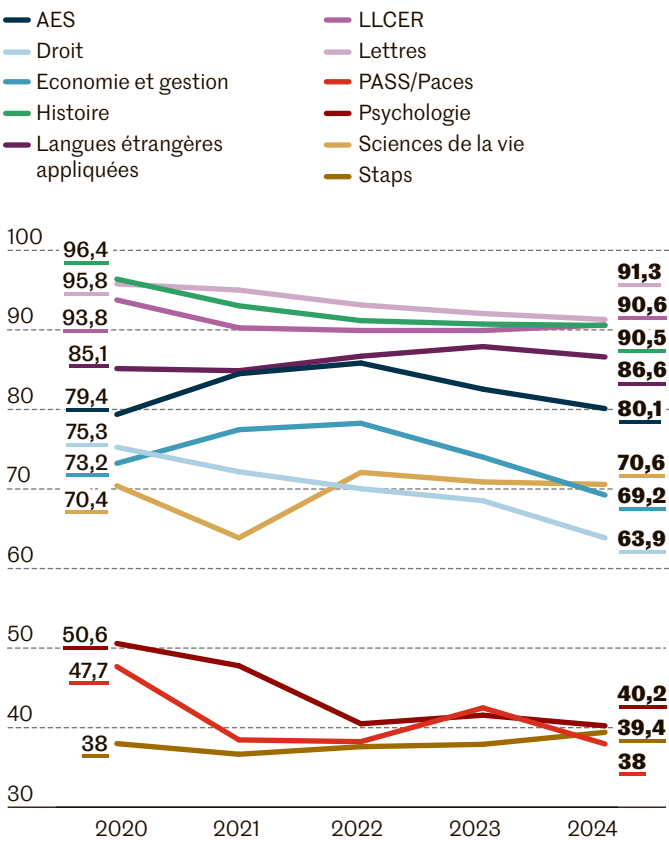
Mais en Ile-de-France, la règle diffère : les candidats franciliens, originaires de trois académies distinctes (Créteil, Paris et Versailles), sont réputés appartenir au même secteur géographique. « D'où un phénomène de fuite des meilleurs lycéens de la banlieue vers Paris, très net dans les licences en tension », souligne Nagui Bechichi. Dans le même temps, les Parisiens, autrefois prioritaires à Paris, font face à la concurrence des lycéens des académies de Créteil et Versailles et sont parfois « contraints » d'aller dans des universités de banlieue. »

Cela explique en partie la difficulté à intégrer certaines licences dans la capitale en comparaison avec le reste de la France. Tous candidats confondus – néobacheliers et étudiants en réorientation –, le taux d'accès moyen en licence n'a atteint que 53 % dans l'académie de Paris, alors qu'il était de plus de 70 % en France en 2024. Plus précisément, il était de 41,6 % en droit contre une moyenne nationale de 63,9 % ; de 17,8 % en psychologie contre 40,2 % ; de 19,5 % en économie-gestion contre 69,2 % ou encore de 21,8 % en Staps contre 39,4 % à l'échelle nationale.

Pour les néobacheliers parisiens, le taux d'accès dans une formation à Paris intra-muros a oscillé entre 14 % et 35 % selon les filières, alors qu'en moyenne, les bacheliers des autres académies trouvent une formation dans leur secteur dans plus de 70 % des cas. Parmi les plus forts écarts en 2024 : à Paris, les licences de sciences de la vie ne reçoivent que 16,9 % des candidats néobacheliers parisiens, les licences de droit que 21,6 %.

A Paris Cité, dans l'unique faculté publique de psychologie intra-muros, seuls 14,3 % de candidats issus de l'académie ont été accueillis en 2024. « Si nous n'avi-

Evolution du taux d'accès dans les licences universitaires, dans l'ensemble des académies, en %



ons pas autant de candidatures, toutes seraient acceptées », souligne Laurent Sovet, président de la commission d'examen des vœux de la licence de psychologie, parcours « sciences psychologiques » qui enregistre plus de 17 000 candidatures pour 700 places. En incluant l'ensemble des établissements supérieurs qui proposent une licence de psychologie, il y a plus de 2 000 places disponibles sur Parcoursup en Ile-de-France, cela permet de relativiser un peu la pression que nous ressentons dans la filière. »

« Une vraie motivation »

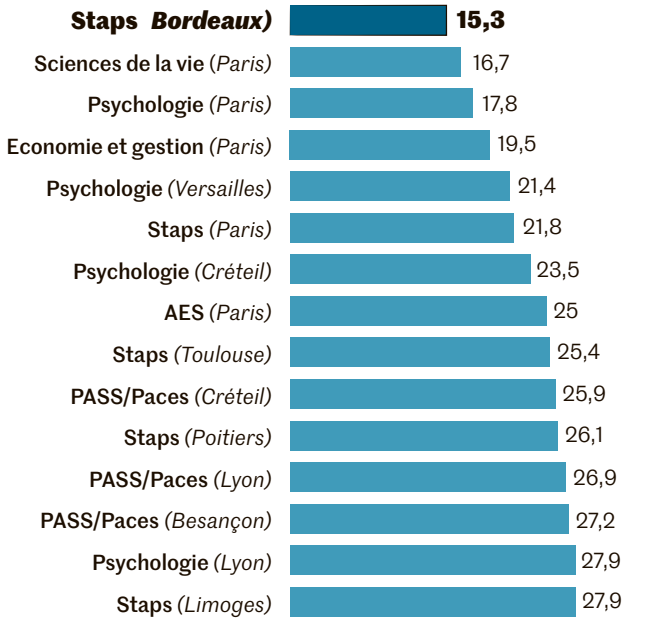
Parmi les licences les plus en tension, figurent les Staps de l'académie de Bordeaux. « Nous répondons mal à l'engouement pour ces études ou en tout cas, nous n'y répondons pas de façon homogène. On dit non à beaucoup de candidats alors qu'ils avaient une vraie motivation », regrette Léo Gerville-Réache, président de la commission d'examen des vœux. Il relève que sur 6 000 dossiers, la moitié émane de candidats originaires d'une autre académie alors que le taux d'accès fixé par le rectorat est de 5 % pour les « non-résidents ».

La situation est plus simple à Strasbourg, où près de 93 % des candidats néobacheliers de l'académie ont obtenu une place en Staps en 2024. Le nombre total de

candidatures a même baissé en 2025, passant de 3 300 à 2 700 et pour constituer sa promotion de première année, le doyen de la faculté des sciences du sport est « allé plus loin dans le classement ». « Même les "hors académie" ont pu avoir une place s'ils le souhaitaient, ce qui n'est pas le cas ailleurs », relate Fabrice Favret qui rappelle que les capacités d'accueil strasbourgeoises ont nettement augmenté depuis les débuts de Parcoursup, passant de 380 à 540.

Toujours à Strasbourg, ce qui est vrai pour la filière Staps... ne l'est pas en revanche pour la licence économie-gestion, nuance son responsable, Christophe Boilly. « Environ un quart des candidats que nous avons classés et qui se croyaient légitimement en droit d'obtenir un accès notre formation, soit un peu moins de 1 000 candidats, n'ont jamais été appelés. Certes, une partie d'entre eux a été prise ailleurs, d'autres ont renoncé en cours de route, mais une centaine d'entre eux restaient en attente à la rentrée 2025 et n'ont jamais rejoint nos effectifs », expose-t-il. Une évolution aggravée par le contexte budgétaire des établissements, poursuit-il, l'université de Strasbourg ayant demandé à cette licence de diminuer le nombre de places offertes alors même que les candidatures sont en hausse chaque année.

Les 15 licences universitaires les plus en tension, selon le taux d'accès en % et l'académie en 2024



Infographie Le Monde
Sources : ministère de l'enseignement supérieur ; SupTracker

AES : administration économique et sociale
LLCER : langues, littératures et civilisations étrangères et régionales
PASS/PACES : parcours d'accès spécifique santé/première année commune aux études de santé
Staps : sciences et techniques des activités physiques et sportives

« Quand il n'y a plus de place en Ile-de-France, pourquoi ne pas envoyer un candidat à Orléans ? »

ISABELLE DAURIAC
professeure
à l'université Paris Cité

A la tête de la plus petite licence de droit d'Ile-de-France, à l'université Paris Cité, Isabelle Dauriac prévient les aspirants juristes lors des journées portes ouvertes : « Je leur dis qu'il vaut vraiment mieux qu'ils tentent aussi un vœu dans une académie où il y a 100 % d'accessibilité », explique-t-elle. En Ile-de-France, les vœux augmentent mais les places n'augmentent pas. »

Cette inflation de candidatures est liée aussi à la possibilité de formuler jusqu'à dix vœux. « Les lycéens maîtrisent aujourd'hui beaucoup mieux la plateforme, estime Emmanuelle Leclercq, vice-présidente de l'université Reims-Champagne-Ardenne. Au début, certains ne formulaient qu'un seul vœu, ce qui les mettait en difficulté. Ce n'est désormais plus le cas. »

Pour faire baisser la pression qui touche certaines filières en Ile-de-France, notamment le droit, il y aurait une solution, suggère Isabelle Dauriac. « Lorsque les candidats restés sans proposition début juillet font un recours auprès du rectorat, le recrutement pourrait alors s'affranchir de la carte des académies, avec des partenariats entre les rectorats voisins, projette-t-elle. Quand il n'y a plus de place en Ile-de-France, pourquoi ne pas envoyer un candidat faire son droit à Orléans ? »

« Université de proximité »

Dans la filière langues étrangères appliquées (LEA), les capacités d'accueil ne sont pas atteintes partout, comme à l'université de Reims. Pour 60 places proposées, 28 étudiants ont été recrutés en 2025, indique sa responsable, Aude Rebotier. « Nous n'avons jamais refusé de candidats dans le parcours anglais-allemand ni dans le parcours anglais-espagnol. Nous faisons donc un classement des candidatures qui, de fait, ne sert pas à grand-chose », souligne-t-elle.

Il en va de même pour Jean-François Guennoc, responsable de la filière LEA à l'université Rennes-II. « Nos effectifs se maintiennent avec 405 étudiants, dont 68 sur notre site de Saint-Brieuc, en augmentation de 22 étudiants en un an, précise-t-il. Pour ceux-là, suivre des études à Rennes aurait impliqué des dépenses qu'ils ne peuvent se permettre mais aussi un temps de trajet important. »

En Corse, le doyen de la faculté des lettres et sciences humaines s'est donné un objectif : ne laisser aucun bachelier de l'académie sans solution. « Une université de proximité, c'est celle qui est au contact des étudiants. On voit presque les familles une par une, on essaye de rencontrer les élèves dès la classe de 2^{de} lorsqu'ils ont à choisir leurs enseignements de spécialité », décrit Julien Angelini. « La proximité est un confort », complète Antonia Colonna, responsable de la licence d'histoire à l'université de Corte, où 97 % des recrues sont des néobacheliers de l'académie. Elle cite l'exemple d'un étudiant « qui ne parlait que de la Sorbonne » : « En deuxième année, il est parti à Paris et un mois après, je l'ai retrouvé en cours. L'anonymat, l'absence de proximité avec les professeurs... On dit souvent que l'herbe est plus verte ailleurs, mais elle peut aussi être plus synthétique. » ■

S. L. N.

SOAZIG LE NEVÉ

La réussite au diplôme en baisse depuis la mise en place de la plateforme en 2018

DEPUIS LA MISE EN PLACE de Parcoursup, en 2018, les profils des étudiants admis dans les multiples formations universitaires ont largement changé. Sans pour autant que l'un des objectifs affichés – une plus grande réussite, chacun étant censé trouver la formation qui lui convient – soit pleinement rempli.

Ainsi, seuls 40,3 % des bacheliers de 2020 ont obtenu leur diplôme de licence après trois ou quatre ans d'études, soit une baisse de 5,4 points par rapport aux bacheliers de 2019 et de 6,6 points par rapport à ceux de 2018, selon une note des services statistiques du ministère de l'enseignement supérieur, publiée en novembre 2025. Un espoir repose toutefois sur les néobacheliers de 2024 qui, à 49,1 %, sont passés en deuxième année de licence, soit une hausse de 1,3 point par rapport à 2023, souligne la note.

Dans le détail, la réussite augmente bien dans certaines formations : les plus sélectives. Au prix de portes closes pour une partie des candidats. De façon assumée, des licences dites « en tension », car très demandées par les candidats, ne

classent plus les dossiers des bacheliers professionnels et technologiques. « Chez nous, les bacheliers autres que généraux n'entrent plus, alors que nous accueillions un quart de bacs technologiques STMG [sciences technologiques, du management et de la gestion] avant Parcoursup, illustre Marie-Hélène Jeanneret-Crettez, vice-doyenne de la faculté d'économie-gestion à l'université Paris Cité. Avec Parcoursup, l'orientation s'est améliorée, les candidats sont davantage adaptés à ce qu'on leur demande. »

« Donner sa chance à tout le monde »

« Si un candidat veut savoir comment sa candidature sera examinée par une formation, il dispose de tous les éléments sur la plateforme », rappelle Cindy Carrein-Lerouge, vice-présidente de l'université Rouen-Normandie. En 2025, quelque 6 000 vœux sont restés ici sans proposition, ce qui représente environ 750 candidats « souvent venus d'une autre académie ou ayant un bac professionnel et dont ce n'est pas la première vocation d'aller à l'université », détaille-t-elle.

Dans le domaine de la santé, le taux d'accès au parcours d'accès spécifique santé (PASS) n'est que de 38 % en 2024, contre 48 % en 2020. « Notre rôle est de chercher à identifier les candidats les plus à même de suivre nos études », expose Charlotte Lussey, vice-doyenne déléguée de la faculté de santé à Sorbonne-Université. Lors des journées portes ouvertes, nous informons les lycéens du niveau élevé de nos étudiants et du niveau de compétitivité qui en découle. » Le résultat est là : « Avec Parcoursup, les lycéens qui nous choisissent sont à 70 % des bacheliers qui obtiennent la mention bien ou très bien, observe Alain Carrié, vice-doyen de la faculté. Du temps de la précédente plateforme, APB, les mentions bien et très bien représentaient 50 % des lycéens qui nous étaient affectés, après répartition entre les universités. »

Dans certaines filières, au contraire, « un grand nombre d'étudiants sont là par défaut », relate Jean-François Guennoc, responsable de la licence de langues étrangères appliquées (LEA) à Rennes-II. Même constat à l'université

Reims Champagne-Ardenne, où la responsable de LEA, Aude Rebotier, souligne « un gros problème ». « Des étudiants qui nous rejoignent n'ont pas les capacités de suivre le parcours, explique-t-elle. Sur une trentaine d'étudiants en première année, 15 grand maximum restent en deuxième année. »

« C'est l'honneur de l'université que de donner sa chance à tout le monde, mais notre mission n'est pas facile », abonde Pascale Adami, responsable du recrutement de la licence sciences de la vie à l'université de Franche-Comté. La réforme du lycée a, d'après elle, beaucoup influé sur le profil des étudiants. « Notre filière était adaptée à l'ancien bac scientifique. Avec les enseignements de spécialité, on voit parfois des choix incohérents alliant sciences de la vie/arts plastiques ou sciences de la vie/humanités, littérature, philosophie, illustre Pascale Adami. Ces profils sont intéressants mais vont poser problème en chimie, en physique, et aussi en calcul mathématique. » ■